



# POLICE MUNICIPALE

LAPM: Loi sur les agents de la police municipale



REPUBLIQUE  
ET CANTON  
DE GENEVE

Département des institutions et du numérique

Centre de Formation de la Police et des métiers de la Sécurité



# Objectifs

**A la fin du cours, l'apprenant sera capable de:**

- ▶ Assimiler les dispositions de la LAPM et du RAPM que l'APM est habilité à faire appliquer



# LAPM – Art.1

**Les agents de la police municipale (ci-après APM) sont:**

- ▶ Des agents qualifiés
- ▶ Engagés par les communes
- ▶ Dotés de pouvoirs d'autorité
- ▶ En matière de prescriptions cantonales de police et de prescriptions fédérales.

- Leur nomination doit être approuvée par le Département des institutions et du numérique (DIN)





La commission consultative de sécurité municipale a pour mission d'émettre des avis ou de formuler des propositions sur l'application de dispositions de la LAPM et de son règlement d'application.

Cette commission est présidée par la conseillère d'Etat : **Madame Carole-Anne KAST**

- ▶ Les APM travaillent en uniforme
- ▶ Sur demande, ils indiquent leur numéro de matricule
- ▶ L'uniforme et les insignes des APM leur servent de légitimation



# LAPM – Art. 4 al. 1

- ▶ Les APM sont engagés par les communes
- ▶ Ils sont soumis à l'autorité du maire ou du Conseil administratif



## Missions

- **Sécurité de proximité**, soit de **la prévention des incivilités et de la délinquance** par une présence régulière et visible sur le terrain.





- Comportements considérés comme socialement déviants et/ou troubles liés à la vie quotidienne, qui n'ont pas toujours une qualification pénale, mais suscitent un fort sentiment d'insécurité...





# Incivilités fréquentes

- ▶ Rassemblement de jeunes
- ▶ Agressivité dans les rapports sociaux quotidiens
- ▶ L'encombrement de certains espaces
- ▶ Les dégradations de l'environnement immédiat



# LAPM – Art. 5, al. 2

## Missions

- ▶ Contrôle de l'usage accru du domaine public;
- ▶ Lutte contre le bruit;
- ▶ Maintien de la tranquillité publique;
- ▶ Contrôles en matière de circulation routière;
- ▶ Prévention et répression en matière de propreté / salubrité;
- ▶ Répression des contraventions à la législation sur les stupéfiants;
- ▶ Répression des infractions à la législation sur les étrangers.



# LAPM – Art. 5, al. 4

## **Dans le cadre de leurs missions, les APM...**

- ▶ Constatent les infractions qui relèvent de leurs compétences
- ▶ Procèdent à des auditions
- ▶ Transmettent aux autorités compétentes tous rapports ou constats établis

- Lors des engagements mixtes et des engagements sous commandement cantonal, les APM sont **subordonnés aux services de police** et **agissent sous la responsabilité de l'Etat**.





# LAPM – Art. 10A, al. 1 & 2

- ▶ Les APM exercent **les tâches de police judiciaire incombant à la police, dans les limites de leurs compétences matérielles** telles que définies par la LAPM/RAPM.
- ▶ Dans ces mêmes limites, **ils sont compétents pour ordonner ou exécuter les mesures de contrainte qui peuvent l'être par la police.**



## Seuls les commissaires de police, sont compétents pour :

- ▶ ordonner l'arrestation provisoire et la conduite au poste de police municipale d'une personne soupçonnée d'avoir commis un crime ou un délit ;
- ▶ prolonger au-delà de 3 heures l'arrestation provisoire d'une personne appréhendée en flagrante contravention.







# Contrôle d'identité





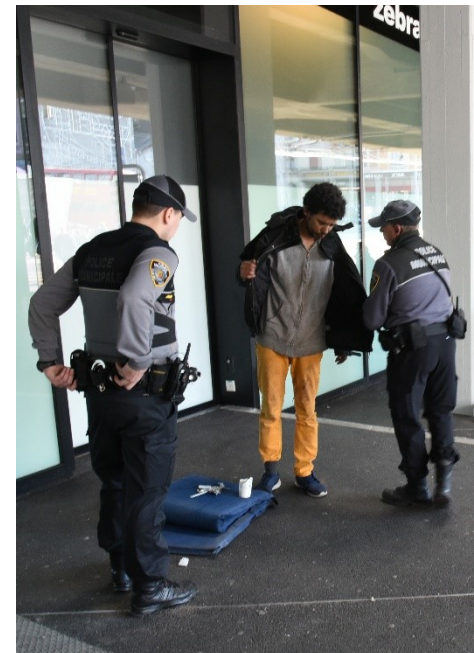
# LAPM – Art. 11, al. 1 et 2

- ▶ Les APM sont habilités à exiger de toute personne qu'ils interpellent qu'elle justifie de son identité si ce contrôle se révèle nécessaire à l'exercice des compétences qui leur sont attribuées.
- ▶ Si la personne n'est pas en mesure de justifier de son identité, elle peut être conduite dans un poste ou un bureau de police.



**Dans l'exercice de leurs fonctions, les APM peuvent procéder à la fouille de personnes :**

- ▶ qui sont retenues dans le cadre d'un contrôle d'identité, si la fouille est nécessaire pour établir leur identité;
- ▶ qui sont inconscientes, en état de détresse ou décédées, si la fouille est nécessaire pour établir leur identité;
- ▶ lorsque des raisons de sécurité le justifient



- Lorsqu'elle s'avère nécessaire, la fouille doit être adaptée aux circonstances et être aussi prévenante et décente que possible.





- Sauf si la sécurité immédiate l'exige, les personnes fouillées ne doivent l'être que par des agents du même sexe ou, à leur demande et dans la mesure du possible, du genre auquel elles s'identifient.





# LAPM – Art. 11A

**Dans l'exercice de leurs fonctions, les APM peuvent fouiller les véhicules et les contenants :**

- ▶ aux fins d'identification de personnes retenues dans le cadre de l'article 11, alinéa 3, lettre a;
- ▶ aux fins d'identification de personnes inconscientes, en état de détresse ou décédées;
- ▶ lorsque des raisons de sécurité le justifient



# Questions ?



REPUBLIQUE  
ET CANTON  
DE GENEVE

Département des institutions et du numérique

Centre de Formation de la Police et des métiers de la Sécurité



# Merci pour votre attention !



REPUBLIQUE  
ET CANTON  
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

Département des institutions et du numérique  
Centre de Formation de la Police et des métiers de la Sécurité